



03/06/2017

Bonjour,

Vous nous avez interpellé.e.s sur notre position au sujet de la demande de moratoire que votre collectif a formulé, afin que les aménagements en cours sur le plateau de Saclay soient arrêtés tant que les procédures juridiques engagées ne sont pas achevées.

Nous soutenons pleinement cette demande de moratoire pour au moins trois raisons. Le projet Paris-Saclay est en effet un déni de démocratie, une menace à la sécurité alimentaire et une aberration pour la production du savoir.

1) Ce projet, indépendamment de son contenu, est une atteinte à la démocratie.

Il n'a en effet pas respecté les règles établies dans notre pays, qui prévoient qu'un projet de cette ampleur doit nécessairement être soumis à la procédure du débat public. Plus précisément, il nous semble que, très en amont du projet, l'État aurait dû organiser un débat public portant sur des options générales d'aménagement de ce territoire, selon la procédure utilisée par exemple pour la politique de transports dans la vallée du Rhône. Il aurait permis aux citoyens et citoyennes, au delà des seuls habitants du territoire, de s'exprimer sur l'opportunité de concentrer sur le plateau de Saclay des activités de recherche au détriment de l'agriculture et des zones naturelles, alors que l'Île de France concentre déjà 20 % de la recherche française. L'État a failli à ses obligations, a organisé une pseudo concertation en saucissonnant le projet, avec une certaine complicité des collectivités locales.

La France Insoumise est particulièrement attentive à ces questions de démocratie locale. Notre programme prévoit l'instauration de conférences citoyennes de territoire, pour permettre la participation des citoyen.ne.s aux décisions des collectivités. Par ailleurs, nous proposons de modifier le code général des collectivités territoriales afin de séparer fonctions délibératives et fonctions exécutives. Il s'agit, à travers ces mesures, de garantir le fonctionnement démocratique des institutions, les territoires ne devant pas être des baronnies minées par le clientélisme.

2) Ce projet détruit plusieurs centaines d'hectares de terres agricoles.

Ces terres sont un patrimoine inestimable car un sol détruit ne se reconstitue pas. Pour nourrir la population du monde, la conservation des sols est un préalable indispensable, partout sur la terre, à Saclay comme ailleurs. Ces terres sont parmi les plus fertiles de notre pays, et leur très grande proximité de la ville devrait les réserver à une agriculture vivrière locale, en circuit court, à l'exemple de l'AMAP qui fait partie de votre collectif.

Les propositions de la France Insoumise pour l'alimentation et l'agriculture visent justement à

soutenir ce type d'agriculture écologique et de proximité. Nous proposons la mise en place d'un plan de protection généralisée du foncier agricole, forestier et naturel, s'inspirant de la loi « littoral » en vue de réduire de 90 % le processus actuel d'artificialisation des terres agricoles, de libérer les élus locaux des pressions exercées en vue d'une telle artificialisation et de stopper la spéculation sur les terres agricoles urbanisables. Ceci passera par la création d'Établissements Publics Fonciers Ruraux (EPFR), avec des dispositifs adaptés d'accès au foncier permettant la viabilité des petites exploitations et l'installation de nouveaux agriculteurs.

La France Insoumise soutient l'acquisition par les structures de restauration collective publiques ou privées de produits biologiques issus de filières de proximité avec l'objectif d'une alimentation 100 % biologique et locale dans la restauration collective. Nous inciterons à la relocalisation de productions actuellement sacrifiées (notamment les fruits et légumes) sur le territoire national, au plus près des lieux de consommation au moyen de circuits courts pour limiter les intermédiaires. Nous soutiendrons financièrement la transition vers des systèmes d'agriculture écologique (diversification des rotations, réintégration agriculture / élevage, agroforesterie, réduction des intrants, agriculture biologique...).

3) Ce projet ne correspond pas à notre conception de l'enseignement supérieur et la recherche.

Paris-Saclay est un concentré des orientations délétères de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) depuis plusieurs décennies en France. Le cluster scientifique Paris-Saclay devrait à terme concentrer 20 % de toute la recherche faite en France. Il est donc un des quelques pôles sur lesquels l'État a décidé de concentrer les moyens via les investissements d'avenir lancés en 2010 et leur cortège de labels et financements d'excellence (idex, labex, equipex) au détriment des « petites universités ». Au sein du projet, la distribution des moyens se fait par la mise en compétition des équipes de recherche entre elles, en rupture avec l'esprit de coopération qui les anime et avec une précarisation croissante des personnels. La gouvernance du projet est par ailleurs en échec, l'État n'ayant pas réussi à affronter la dualité du système français entre université et grandes écoles. Enfin, en terme urbanistique, Paris-Saclay reprend le modèle obsolète des grands campus à l'écart des villes, peu faciles d'accès et peu propices à la créativité intellectuelle.

La France Insoumise propose à l'inverse : d'abroger les lois LRU et Fioraso pour reconstruire une offre cohérente de formation d'enseignement supérieur sur tout le territoire, y compris dans les villes moyennes, et mettre un terme à la concurrence entre universités en leur donnant un cadre national ; de refonder le financement de l'ESR pour favoriser les financements pérennes plutôt que des appels à projet erratiques en supprimant l'ANR et le crédit impôt recherche (CIR) accordé aux entreprises privées, qui l'utilisent le plus souvent comme un outil d'optimisation fiscale et rediriger ces crédits vers la recherche publique ; de remettre en cause la dualité entre grandes écoles et universités en les intégrant et en égalisant par le haut les moyens octroyés ; de dissoudre les COMUE, regroupements forcés des Universités dotés d'instances de décision non-démocratiques.

Nous soutenons donc pleinement votre lutte. Sa légitimité nous fait penser que, quelque soit l'issue des recours juridiques que vous avez engagés, elle devrait se poursuivre au delà, en s'appuyant sur la mobilisation de l'ensemble des forces opposées à ce projet, telle que nous avons pu la voir s'exprimer lors du Forum Paris-Saclay, l'envers du décor, le 1^{er} juin, auquel nous avons assisté avec un vif intérêt.

Salutations insoumises,

Sylvère Cala (titulaire) et **Frédérique Dumont** (suppléante), candidat.es de la France Insoumise aux élections législatives des 11 et 18 Juin 2017, 5^{ème} circonscription de l'Essonne,
fi.91.5eme@gmail.com